

Entretien (Alternatives économiques)

Cédric Philibert : « La sobriété est indispensable, les énergies renouvelables aussi »

Le 25 Octobre 2025 11 min

Cauchemar de l'extraction minière, atteinte à l'environnement et aux droits humains, forte dépendance aux fossiles, ruse du capitalisme pour ne rien changer à notre mode de vie... Les énergies renouvelables sont aujourd'hui attaquées par la mouvance écologiste décroissante.

Après les éoliennes et les voitures électriques, Cédric Philibert, spécialiste de l'énergie, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri), reprend son bâton de pèlerin pour défendre le bilan des énergies du soleil et du vent. Dans son troisième livre, *Climat. Les énergies de l'espoir* (Les petits matins, 224 pages, 20 euros), il montre que les politiques de sobriété ne suffiront pas à faire diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Il faudra pour cela utiliser massivement les énergies renouvelables, afin d'électrifier les transports, les bâtiments et l'industrie.

Dans votre livre, vous dites qu'il faut absolument défendre les énergies renouvelables qui sont aujourd'hui attaquées de toutes parts, notamment par certains écologistes qui estiment que la seule solution est la sobriété. Vous estimez que celle-ci ne suffira pas. Pourquoi ?

Cédric Philibert : Tout d'abord parce que je ne sais pas quel pourcentage de la population est prêt à réduire ses besoins. Je ne crois pas que ce soit un thème très populaire. Les Français votent sur des thèmes de pouvoir d'achat, c'est quand même la préoccupation numéro un.

Par ailleurs, la sobriété réelle reste une chimère politique. L'économiste Branko Milanovic le démontre de manière implacable : pour amener tout le monde à un niveau légèrement supérieur à celui des moins favorisés des pays occidentaux – soit 13 euros par jour – alors il faudrait que le quart le plus riche de l'humanité réduise son niveau de vie de deux tiers environ. Cela n'arrivera pas. Certes, il y a des gens aisés qui ne réclament pas toujours plus, voire qui accepteraient de rogner sur leur niveau de vie. Mais ce n'est évidemment pas une majorité. Or, il faut convaincre tout le monde ! Parce que si l'on ne convainc que 20 % de la population, cela ne suffira pas.

Je suis pour une sobriété, bien sûr. Elle est même indispensable dans certains domaines, mais on ne peut pas faire reposer sur elle l'essentiel de nos efforts.

Quels sont ces domaines où la sobriété est indispensable ?

C. P. : Notre consommation de viande de ruminants tout d'abord, en raison des émissions de méthane, de la déforestation induite et de l'utilisation des terres. Pour l'instant, on ne sait pas bien comment réduire ces émissions. Dans les pays industriels, on constate cependant une tendance à la baisse pour des motifs sanitaires.

Quant au transport aérien, aucune solution technique ne pourra être développée dans le laps de temps qui nous est nécessaire. On va faire un peu de bio-électro-fuel, ça va coûter très cher, ce qui d'ailleurs ne pose pas de problème parce qu'on ne paye pas l'avion à son juste prix. Il faut inverser la tendance et faire en sorte que l'avion ne soit jamais moins cher que le train, comme cela peut être le cas aujourd'hui. Là, il y a un effort de sobriété à faire pour que les gens cessent de prendre l'avion pour un oui ou pour un non, pour un week-end à New York par exemple.

Certains, comme l'économiste Timothée Parrique, vont plus loin et pensent que la solution pour baisser nos émissions de gaz à effet de serre est la décroissance, soit un ralentissement général de l'économie. Vous n'y croyez pas non plus. Pourquoi ?

C. P. : Je ne suis pas contre les études post-croissance ; il va évidemment falloir penser le monde avec une croissance atone. On le voit, la croissance est faible dans les pays industriels depuis 40 ans et la Chine entre désormais dans une période de saturation des besoins. Et cela aide évidemment à réduire les émissions.

En revanche, dire « il faut arrêter la croissance » est à la fois insuffisant et irréaliste. Pour enrayer le dérèglement climatique, il faudrait diviser par dix le volume de l'économie ! Or personne n'a le pouvoir de faire ça.

Par ailleurs, les auteurs de la décroissance, pour étayer leur propos, nous abreuvant de démonstrations absurdes sur la pseudo-inefficacité des renouvelables. Les données de Timothée Parrique sur le taux de retour énergétique [qui mesure le rapport entre l'énergie fournie par un système et celle qu'il consomme pour sa propre fabrication et son fonctionnement, NDLR] du photovoltaïque datent de 30 ans ! De deux choses l'une : soit c'est malhonnête, soit c'est faire preuve d'une très grande paresse intellectuelle.

« Les écologistes décroissants [...] revendiquent une sobriété nécessaire tant nos gaspillages sont flagrants. Mais ils jettent le bébé avec l'eau du bain, la voiture électrique avec l'avion à hydrogène, le solaire avec la fusion nucléaire, l'éolien intermittent avec le prétendu moteur à eau », écrivez-vous. Ces écologistes ne seraient pas capables, selon vous, de faire la part des choses ?

C. P. : Dans l'ensemble, non. L'historien Jean-Baptiste Fressoz par exemple dit que les énergies renouvelables c'est bien mais que c'était mieux dans les années 1970, car elles avaient alors un potentiel d'utopie révolutionnaire. Maintenant les énergies renouvelables sont devenues une industrie, c'est forcément moche. Alors que c'est maintenant qu'elles concurrencent les énergies fossiles !

Sans compter qu'il met sur le même plan l'avion à hydrogène et la voiture électrique. Pour moi, c'est très choquant parce que l'avion à hydrogène est une illusion. On n'y arrivera pas avant très longtemps, si on y arrive un jour. Ceux qui disent qu'Airbus, d'ici dix ans, parviendra à faire voler des avions à hydrogène, ne veulent pas se remettre en cause.

Mais la voiture électrique, ce n'est pas du tout la même chose. Elle est là et elle fonctionne.

Les transports en commun et le vélo ne peuvent-ils pas suffire ?

C. P. : Non. Le chercheur Aurélien Bigo montre que même si on poussait le report modal¹, on ne réussirait à baisser les émissions du secteur du transport que de 20 %.

Par ailleurs, le milliard de voitures sur Terre doublera sans doute, même si les Occidentaux passent d'une voiture pour deux à une voiture pour cinq. Ou alors il faudra dire aux Asiatiques et aux Africains qu'ils devront continuer à marcher plusieurs heures pour jour.

Certes, l'Afrique et l'Asie peuvent ne pas répéter nos bêtises, et construire des villes verticales, favorisant les transports en commun. Mais ces populations veulent aussi des voitures, il faut donc qu'elles soient électriques.

Et légères, pour ne pas plomber leur bilan carbone...

C. P. : Bien sûr, je suis favorable à ce qu'elles soient légères ! Mais attention : il faut laisser les gens choisir. Certaines personnes ont besoin d'une grosse voiture parce qu'elles ne sont pas assez riches pour avoir une maison secondaire et s'y rendre en TGV avec un simple sac à dos. Ces gens-là partent en vacances avec toute la famille, le chien et éventuellement la planche à voile.

Je pense qu'on ne peut pas multiplier les contraintes. Sinon, la population se révolte. On se retrouve avec les gilets jaunes, les bonnets rouges avant eux, qui finissent par voter pour le Rassemblement national. On peut toujours leur dire qu'ils se trompent, qu'ils se font avoir par la pub, qu'ils devraient changer de mode de vie, mais leur répéter cela à longueur de journée a surtout pour conséquence de se les mettre à dos.

Et pourtant, ce sont ces personnes qui, une fois formées aux enjeux scientifiques lors de la Convention citoyenne pour le climat, ont elles-mêmes proposé des mesures radicales et de sobriété.

C. P. : C'est vrai et c'est très intéressant. Mais peut-on faire la même chose avec la population entière, c'est-à-dire lui faire bénéficier de dizaines d'heures de cours et de discussions ? Je ne le crois pas.

Pour Jean-Baptiste Fressoz, la transition énergétique est une illusion. Dans le système capitaliste, le pétrole n'aurait pas remplacé le charbon mais se serait ajouté à lui. Même chose pour les renouvelables, simplement ajoutées aux énergies fossiles. Contestez-vous ces faits ?

C. P. : Non, je ne les conteste pas. Ce que je conteste, c'est qu'une représentation en valeurs absolues ait forcément plus de signification qu'une représentation en valeurs relatives. Je m'explique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la consommation d'énergie a explosé. Celle de charbon a donc augmenté en valeur absolue et c'est vrai que du point de vue de l'atmosphère, c'est ce qui compte.

Dans le même temps, la part relative du charbon dans le mix énergétique a diminué au profit du pétrole, du gaz, puis du nucléaire et enfin des renouvelables : si ce n'était pas le cas, nous aurions beaucoup plus de charbon brûlé chaque jour sur la planète et donc des émissions plus importantes.

Le fait que les émissions de gaz à effet de serre n'ont pas cessé d'augmenter, notamment depuis l'accord de Paris, n'incite tout de même pas à l'optimisme...

C. P. : Je continue de penser qu'à l'échelle mondiale, les émissions pour la production de l'énergie et de l'industrie sont parvenues à un sommet et qu'elles vont enfin reculer. Elles augmentent déjà de moins en moins vite et sont seulement à + 1 % par an. On sait d'ailleurs qu'elles sont stables depuis mars 2024. Je suis convaincu que cela va se poursuivre au regard du rythme d'installation des énergies renouvelables.

Il est cependant vrai qu'en France et ailleurs, les puits forestiers s'affaiblissent en raison du changement climatique. Donc je ne dis pas qu'on est sauvés, loin de là.

Finalement, vous nous dites que tout est allé mal jusqu'ici mais que tout ira mieux demain !

C. P. : Je ne dis pas que tout est allé mal. Je dis qu'on est sur des courbes exponentielles. Pendant longtemps, le photovoltaïque a cheminé souterrainement, tout comme l'éolien.

Si je prends les énergies renouvelables dans leur ensemble, pendant très longtemps, elles ont représenté moins de 20 % de la production mondiale d'électricité. On a seulement franchi ce seuil en 2012. Et puis tout d'un coup, les choses se sont accélérées. En 2023, les renouvelables fournissaient 30 % de la production mondiale d'électricité. En 2028, on devrait être à 40 %, puis à 50 % en 2032. C'est là que les fossiles vont vraiment en prendre un coup.

Disposerons-nous de suffisamment de ressources minières pour réaliser cette transition énergétique ?

C. P. : Je le pense. Prenons l'exemple du cuivre : il y a 50 ans, on nous disait qu'il y avait 350 millions de tonnes de réserve. Entre-temps, 650 millions de tonnes ont été extraites et un milliard de tonnes sont

en réserves. Le problème est surtout géopolitique, parce qu'on a laissé tout le raffinage à la Chine, ce qui n'est pas sain.

Outre la question géopolitique, il y a aussi celle des peuples premiers qui contestent notamment l'installation des éoliennes sur leurs terres. Comment la résoudre ?

C. P. : Je n'ai pas de solution, je dis juste qu'on ne peut pas sacrifier 8 milliards d'humains sur l'autel de la perpétuation à l'identique du mode de vie des peuples premiers. Je sais cependant que si on les associe à la richesse, on risque aussi de les détruire. Je reconnais là un impensé.

Si les matières sont là, encore faudra-t-il pouvoir produire suffisamment d'électricité. Or vous dites que la taille des éoliennes en France est problématique. Pourquoi ?

C. P. : Oui, nous sommes en train de nous isoler complètement du reste du monde, avec nos éoliennes trop petites. Bientôt, plus personne ne pourra changer nos petits rotors car ils ne seront tout simplement plus produits.

Au premier semestre 2025, seulement 260 MW supplémentaires sont sorties de terre, alors que notre stratégie nationale de décarbonation implique que nous en installions 1,5 GW par an, soit six fois plus. Il s'agit d'un quasi-moratoire de fait, c'est affligeant !

Il nous faut également davantage de centrales solaires au sol, à des prix plus bas. Aujourd'hui, il est plus cher d'en installer en France qu'en Espagne, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, et au Royaume-Uni, probablement à cause des barrières administratives.

Ne risque-t-on pas avec ces centrales au sol de se priver de terres arables ?

C. P. : Non. Le photovoltaïque au sol nécessite seulement 0,3 % de la surface du pays. Tous les sols ne sont pas utilisés pour nourrir les gens, et, par ailleurs, nos systèmes alimentaires gaspillent les protéines. Si on avait une diète un peu plus végétale, avec un peu plus de légumineuses, on aurait moins besoin d'engrais, moins besoin de viande rouge et moins de malades du cancer de l'estomac dans nos hôpitaux.

0,3 % c'est l'équivalent de la surface des terrains de golfs. J'attends toujours qu'on me prouve que les golfs sont plus nécessaires que de produire de l'électricité pas chère pour sauver l'industrie française.